

Lettre ouverte au chancelier Friedrich Merz

La responsabilité de l'Allemagne

Jeffrey D. Sachs

Le 27 mai 2026

liege.decroissance.be/ukraine

L'économiste américain Jeffrey Sachs exhorte, dans une lettre ouverte adressée au chancelier allemand Friedrich Merz, à engager des conversations immédiates avec le président russe Vladimir Poutine pour la paix en Europe.

Monsieur le Chancelier Merz,

Lorsque je vous ai écrit une lettre ouverte il y a six mois, j'ai exhorté l'Allemagne à miser sur la diplomatie avec la Russie plutôt que sur la normalisation de la guerre. Six mois plus tard, la situation en Europe s'est drastiquement aggravée. L'Europe et la Russie s'enfoncent dans une guerre ouverte. Et dans cette dérive, Monsieur le Chancelier, votre responsabilité est singulière. Aucun leader européen – ni à Paris, ni à Varsovie, ni à Rome – n'occupe la position qu'occupe l'Allemagne, ni n'a le pouvoir que vous avez personnellement, pour arrêter cette catastrophe. Allez-vous tenter d'obtenir la paix ?

Vous-même, avec la Présidente Meloni et le Président Macron, avez appelé en janvier 2026 à ce que l'Europe reprenne ses relations avec la Russie et avez décrit la Russie comme un « pays européen ». Pourtant, vous n'avez pas misé sur la diplomatie. Avec l'avenir de l'Europe en jeu, cela constitue un renoncement extraordinaire au leadership. Avez-vous tenté, durant vos mois en tant que chancelier, d'engager un dialogue substantiel avec le Président Poutine ? Votre ministre des Affaires étrangères a-t-il tenté d'engager un dialogue substantiel avec le ministre des Affaires étrangères Lavrov ? De véritables conversations, du genre de celles qui ont mis fin à la Guerre froide. La réponse, d'après ce que révèlent les archives publiques, est non. Pas une seule fois. Et ce n'est pas faute de reconnaître l'urgence.

Ces derniers jours ont apporté une escalade dangereuse qui devrait être source d'inquiétude pour tous les Européens. Les deux capitales sont désormais sous une attaque constante : les drones ukrainiens à longue portée ont pénétré profondément dans Moscou, atteignant même des cibles civiles ; les frappes de missiles et de drones russes contre Kiev se sont considérablement intensifiées. Les drones ukrainiens ont envahi l'espace aérien des États baltes, soulevant la possibilité immédiate d'un incident qui pourrait entraîner l'Europe directement dans la guerre. Une horrible attaque ukrainienne contre une école pour enfants à Louhansk a érodé un peu plus ce qui reste de retenue. Et le 25 mai, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, suivant les instructions du Président Poutine, a officiellement notifié au Secrétaire d'État américain que les Forces armées russes vont désormais lancer des « attaques systématiques et soutenues » contre des installations et des centres de décision à Kiev¹. Le ministre russe des Affaires étrangères a conseillé aux États-Unis et à d'autres pays de « garantir l'évacuation de leur personnel diplomatique et de leurs autres citoyens de la capitale ukrainienne ». Ce message est le prélude à une escalade majeure. La diplomatie est plus urgente que jamais.

La façon de défendre l'Ukraine n'est pas de continuer le massacre, mais la paix à des conditions acceptables pour toutes les parties. Au lieu de cela, nous faisons face à une escalade, avec plus de morts, plus de destructions et la perspective réelle d'une guerre qui s'étende au-delà de l'Ukraine.

En réclamant toujours plus d'armes, une capacité de guerre toujours plus grande et des démonstrations de « détermination » toujours plus bruyantes, et en laissant entendre que l'Allemagne se prépare à la guerre au lieu de travailler à y mettre fin, vous avez permis à Berlin de devenir un accélérateur, au lieu d'un frein, d'une guerre à l'échelle européenne.

La responsabilité de l'Allemagne : six aspects concrets

L'Allemagne a une profonde responsabilité dans la situation à laquelle elle est désormais confrontée. Avant que la politique allemande puisse se réorienter vers la paix, il faut affronter honnêtement le bilan de l'Allemagne. J'expose ci-dessous six graves échecs de la

politique étrangère allemande vis-à-vis de la Russie depuis la réunification allemande en 1990.

Premièrement : le Traité 2+4 et l'expansion vers l'est de l'OTAN.

Le 12 septembre 1990, à Moscou, l'Allemagne a signé le Traité portant règlement définitif concernant l'Allemagne – le « Traité 2+4 » – qui a achevé la réunification allemande. Ce traité a été obtenu parce que Mikhaïl Gorbatchev a reçu des garanties solennelles, de la part de Hans-Dietrich Genscher, Helmut Kohl, James Baker et d'autres dirigeants occidentaux, que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'est. Les documents déclassifiés – y compris les mémorandums désormais publics rassemblés par les Archives de la sécurité nationale de l'Université George Washington – sont sans équivoque : ces garanties ont été données et, à l'époque, il était clairement entendu qu'elles s'appliquaient au-delà du territoire de l'ancienne RDA, à l'Europe de l'Est. Ces garanties ont été réaffirmées tout au long de 1990 et 1991.

Le Traité 2+4 limite le déploiement de troupes de l'OTAN dans l'ancienne RDA et réitère les principes de l'Acte final d'Helsinki, qui souligne que la sécurité d'aucune nation ne doit être obtenue aux dépens d'une autre. Existe-t-il une personne sensée qui croie que l'Union soviétique se souciait des troupes occidentales sur le territoire de l'ancienne RDA, mais que les armées de l'OTAN à Varsovie, Vilnius ou Kiev lui étaient indifférentes ? Bien sûr que non.

La question de l'élargissement de l'OTAN a été débattue en détail et l'Allemagne a donné des garanties explicites aux dirigeants soviétiques selon lesquelles il n'y aurait pas d'élargissement vers l'Est – des garanties qui ont ensuite été violées. L'Allemagne a été la principale bénéficiaire de ces garanties, qui constituaient la contrepartie de la réunification allemande. Pourtant, dès 1993, les dirigeants allemands ont commencé à promouvoir la violation de ces garanties.

Deuxièmement : le propre témoignage de la Chancelière Merkel.

Dans ses mémoires, Angela Merkel écrit avec une franchise surprenante qu'au moment du Sommet de Bucarest de 2008, elle a compris qu'inviter l'Ukraine et la Géorgie à rejoindre l'OTAN équivalait à une déclaration de guerre à la Russie. Elle connaissait la ligne rouge de la Russie. Et pourtant, elle a cédé à la pression américaine, acceptant le communiqué de compromis affirmant que l'Ukraine et la Géorgie « deviendraient » membres de l'OTAN. Cette seule phrase a déclenché les catastrophes de 2014 et 2022. La franchise ultérieure de Merkel est un cadeau pour ses successeurs : elle leur a dit, clairement et de sa propre bouche, ce qui était compris à l'époque. L'Allemagne ne devrait pas maintenant faire semblant du contraire.

Troisièmement : la trahison de l'accord du 21 février 2014.

Le 21 février 2014, à Kiev, le ministre allemand des Affaires étrangères de l'époque, Frank-Walter Steinmeier, avec ses homologues polonais et français, a négocié la signature d'un accord entre le président Ianoukovitch et l'opposition. L'accord prévoyait le retour à la Constitution de 2004, la formation d'un gouvernement d'unité nationale et la convocation d'élections présidentielles anticipées. Le président Poutine a été consulté ; l'accord a été confirmé. C'était une réalisation diplomatique majeure dans un contexte de violence intense. Pourtant, en moins de vingt-quatre heures, Ianoukovitch a été renversé par la force lors d'un coup d'État violent. L'Allemagne n'a pas insisté sur le respect de l'accord qu'elle venait de garantir. Au lieu de cela, suivant l'exemple des États-Unis, l'Allemagne a soutenu le nouveau gouvernement, comme si aucun accord n'avait jamais existé. Cette décision a convaincu Moscou que l'on ne pouvait pas faire confiance aux signatures occidentales.

Quatrièmement : Minsk II.

En février 2015, la Chancelière Merkel a personnellement négocié Minsk II dans le cadre du Format de Normandie et a promis le soutien politique de l'Allemagne par le biais de la Déclaration de soutien adoptée à Minsk le 12 février 2015. Pendant sept ans, la disposition politique clé – l'autonomie des régions de Donbass au sein d'une Ukraine souveraine – n'a jamais été appliquée par Kiev. L'Allemagne n'a pas fait pression sur Kiev pour qu'elle applique la disposition d'autonomie qu'elle avait défendue, et Merkel a ensuite reconnu que l'accord avait été utilisé comme une manœuvre dilatoire pour permettre à l'Ukraine de se réarmer. Le président Hollande a dit la même chose.

¹ Lire « [Anuncio de ataque](#) » sur le blog de Rafael Poch de Felu (27 mai 2026).

La garantie, en d'autres termes, n'était pas une garantie du tout. C'était une manœuvre – une fois de plus, à l'instigation de Washington. Une fois de plus, le message pour Moscou était que l'on ne peut pas faire confiance aux signatures occidentales.

Cinquièmement : Nord Stream.

Le 7 février 2022, dans la salle Est de la Maison-Blanche, le président Biden a annoncé – avec le chancelier Olaf Scholz à ses côtés – que « si la Russie envahit... alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin ». Quand on lui a demandé comment, il a répondu : « Je vous promets que nous serons capables de le faire. » Les gazoducs ont été détruits sept mois plus tard lors d'un acte de sabotage en mer Baltique. Les preuves disponibles – reportages d'investigation aux États-Unis et en Allemagne, la piste suivie par le parquet fédéral allemand et les déclarations publiques d'anciens responsables – pointent de manière accablante vers une opération conjointe entre l'Ukraine et les États-Unis. Le gouvernement allemand le sait depuis longtemps. Et pourtant, l'Allemagne a permis que la culpabilité publique repose sur la Russie, contre toute preuve directe, tandis qu'un acte de sabotage industriel contre l'économie allemande est resté sans poursuites et sans réponse.

Sixièmement : l'accord d'Istanbul d'avril 2022 qui était à portée de main.

À peine quelques semaines après l'invasion russe de février 2022, les négociateurs russes et ukrainiens se sont réunis à Istanbul pour convenir des termes d'un accord de paix : la neutralité de l'Ukraine hors de l'OTAN, des garanties de sécurité multilatérales, des limites convenues de troupes et la résolution politique des questions du Donbass et de la Crimée avec le temps. L'accord était à quelques jours d'être signé. L'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, l'un des médiateurs, a publiquement confirmé que l'accord était sur le point d'être conclu et que l'Occident – en particulier les États-Unis et le Royaume-Uni – est intervenu pour le bloquer. La mission du Premier ministre Boris Johnson à Kiev en avril 2022 pour ordonner à l'Ukraine de ne pas signer est du domaine public. Des centaines de milliers de vies ukrainiennes et russes, ainsi que l'ordre européen en général, ont payé le prix de cette intervention des États-Unis et du Royaume-Uni. L'Allemagne n'a pas élevé la voix à ce sujet, bien que plus que tout autre État européen, elle ait subi les conséquences économiques.

La seconde catastrophe : l'autodestruction économique de l'Allemagne

Votre première préoccupation doit être la paix. Le message d'hier de Moscou nous dit à quel point l'heure est tardive. Mais il y a une seconde catastrophe qui se déroule parallèlement à la première : la destruction délibérée de l'économie allemande, avec Berlin à la fois comme auteur et victime.

L'économie industrielle de l'Allemagne s'est construite sur le commerce avec la Russie. La destruction de Nord Stream et la rupture consécutive des relations commerciales de l'Allemagne avec la Russie ont conduit l'Allemagne à acheter du gaz naturel aux États-Unis à des prix plusieurs fois supérieurs à ceux du gaz russe qu'il remplaçait. C'est un suicide industriel. Le secteur chimique allemand, sa sidérurgie, son industrie du verre, ses fabricants à forte intensité énergétique – les fondations mêmes du Mittelstand – perdent leur compétitivité internationale jour après jour. Les emplois qualifiés disparaissent de l'économie allemande. Et le contribuable et le consommateur allemands sont en train d'opérer un transfert de richesse nationale de l'Allemagne vers les producteurs de gaz américains à une échelle sans précédent dans l'Europe d'après-guerre.

De plus, le gouvernement allemand s'engage désormais dans une énorme augmentation des dépenses de défense – des centaines de milliards d'euros au cours de la prochaine décennie – pour s'armer en vue d'une guerre que la diplomatie pourrait facilement éviter. C'est une profonde mauvaise allocation des ressources nationales. Le défi fondamental auquel l'Allemagne est confrontée cette décennie est la compétitivité à l'ère numérique. Chaque euro dépensé en chars, missiles et obus d'artillerie est un euro qui n'est pas dépensé dans la capacité d'IA de l'Allemagne, dans sa capacité de conception et de fabrication de puces, dans ses infrastructures énergétiques et dans les réseaux numériques à haute vitesse dont l'Allemagne a besoin pour rester l'une des principales économies mondiales.

La dure réalité, Monsieur le Chancelier, est qu'il n'y a aucune sécurité que l'on puisse acheter avec ces armes que la diplomatie ne

puisse acheter pour une infime fraction du coût, et qu'il n'y a aucune prospérité possible sans les investissements numériques et énergétiques que cette augmentation de l'armement va déplacer.

Mon appel

Monsieur le Chancelier Merz, plus que tout autre leader européen, il dépend de vous que l'Europe tombe dans une guerre généralisée ou qu'elle revienne à la négociation et à la raison économique. Il est déjà très tard. Le message officiel envoyé hier par Moscou à Washington le dit explicitement. S'il vous plaît, engagez un dialogue avec le Président Poutine. S'il vous plaît, envoyez votre ministre des Affaires étrangères à Moscou ou invitez le ministre des Affaires étrangères de Russie à Berlin. S'il vous plaît, rouvrez les canaux de l'OSCE que l'Allemagne a laissés s'atrophier. S'il vous plaît, dites à Kiev de cesser ses attaques contre des cibles civiles.

Et le plus important, s'il vous plaît, dites la vérité au public allemand : qu'une paix négociée basée sur la neutralité de l'Ukraine est la voie réaliste pour sortir de la catastrophe, et que rétablir une relation économique normale avec la Russie est la voie réaliste pour sortir du déclin industriel de l'Allemagne.

Les termes d'un accord acceptable que l'Allemagne pourrait proposer sont clairs. Les combats cesseraient sur une ligne d'armistice. Toutes les parties renonceraient à tout recours futur à la violence sur la question des frontières. L'Ukraine rétablirait sa neutralité et l'OTAN renoncerait de façon permanente à tout nouvel élargissement vers l'est. L'Europe et la Russie rétabliraient leurs relations économiques et mettraient fin à l'esprit belliqueux. L'OSCE redeviendrait le forum central pour la sécurité européenne, avec le principe fondamental que la sécurité européenne est indivisible et ne repose pas sur des blocs militaires qui divisent l'Europe. Parallèlement à cette paix, l'Allemagne réorienterait ses ressources nationales vers les investissements dans la technologie numérique, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et l'énergie qu'exige l'avenir économique du pays.

L'histoire se souviendra de ce que vous ferez dans les prochaines semaines et de ce que vous ne ferez pas. L'opinion publique allemande s'en souviendra aussi. Et les peuples de Russie, d'Ukraine et d'Europe dans son ensemble également. Il est temps pour la diplomatie, Monsieur le Chancelier. La décision vous appartient.

Veillez agréer, Monsieur le Chancelier, l'expression de mes sentiments respectueux,

Jeffrey D. Sachs

Professeur à l'Université de Columbia

Sources :

- legrandsoir.info/la-responsabilite-de-l-allemande.html (traduction)
- rafaelpoch.com/2026/05/28/la-responsabilidad-de-alemania/
- berliner-zeitung.de/article/jeffrey-sachs-an-open-letter-to-chancellor-friedrich-merz-10038768